

La chute de l'impérialisme américain en Afghanistan 2



Christophe Grand, la lutte des classes au cœur du combat politique 3



Initiative pour la gratuité des transports publics 4

FISCALITÉ

30 ans de politiques au service du capital

La pandémie a pesé lourdement sur les moins aisés tout en faisant exploser la fortune des plus riches. Comment cela a-t-il été possible?

L'on a souvent entendu parler de l'explosion indécrite de la fortune de l'homme le plus riche du monde, Jeff Bezos, propriétaire d'Amazon, pendant que les employés de son entreprise étaient soumis chaque jour aux dangers du virus. En Suisse, le processus a été similaire. Durant la pandémie, le nombre de milliardaires sur sol suisse est passé de 2 à 37 et ils ont vu leurs revenus augmenter de 29% entre avril et juillet 2020 selon Arcinfo du 7 octobre 2020.

Héritages

Pourquoi ces riches sont si riches? Selon le discours libéral, c'est parce qu'ils «prennent des risques». Une idée qui ne tient pas debout lorsque l'on sait qu'à l'échelle mondiale, 70% de la fortune est transmise par héritage et qu'en Suisse, la moitié des 300 personnes les plus riches ont gagné leur place dans ce classement uniquement en héritant selon les chiffres du syndicat UNIA. De plus, chez les plus riches de moins de 40 ans, la quasi-totalité a hérité de sa fortune selon des chiffres de 2016 de la RTS. Mais qu'en est-il du reste de la population? En Suisse, selon UNIA, 10% des héritiers touchent les ¾ de la fortune, tandis que la majorité de la population n'hérite de quasi rien. C'est ainsi que l'on en arrive à une situation où 1% de la population détient plus de 42% de la fortune privée en Suisse.

Ainsi, la richesse de la classe aisée de notre pays est principalement issue de l'héritage, dont l'imposition, déjà très faible, a connu une diminution ces trente dernières années. En effet, si en 1990, chaque franc d'héritage était encore taxé à 4,1 centimes, en 2020 ce taux est tombé à 1,4 centimes à l'échelle fédérale, selon une étude de l'Université de Lausanne, qui montre également que l'impôt sur la fortune à échelle fédérale a lui aussi diminué sur la même période¹.

Revenus du capital

Mais lorsqu'elle n'est pas héritée, d'où provient la fortune de la classe bourgeoise de notre pays? Comme l'a montré Thomas Piketty dans ses divers travaux notamment sur le cas suisse, elle provient principalement des revenus du capital (placements en bourse et immobilier) pour le 0,1% les plus riches, et pour le 0,9% suivant, de très hauts salaires.

Trente ans de politiques fiscales au service des plus riches

Impôt sur le revenu (75'000 fr. par an, moy. suisse)



Impôt sur le revenu (1 million par an, moy. suisse)



Imposition de l'héritage (échelle fédérale)



Imposition de la fortune (échelle fédérale)



Sources : USS, Brülhart, M. (2019) Les héritages en Suisse, HEC Lausanne, UNIL.

Evolution de la fiscalité des plus riches en Suisse.

Pour ce qui est des très hauts salaires, ils ont aussi pu bénéficier de politiques à leur service. En effet, le taux d'imposition des revenus de plus d'un million de francs a baissé de 5% entre 1990 et 2020, tandis qu'il est resté le même pour un revenu type de 75'000 francs selon l'Union syndicale Suisse².

Et qu'en est-il des gains du capital sous forme d'actions boursières? En Suisse, ils ne sont pas imposés pour les investisseurs privés, et très peu pour les investisseurs professionnels. Mais même un très petit impôt ne convient pas à la classe capitaliste, qui, à travers ses nombreux représentants au parlement a décidé en catimini en 2021 la suppression du «Droit de timbre», soit le nom de cet impôt boursier, qui ferait perdre plus de 2 milliards à la Confédération. Cette suppression est actuellement combattue par un référendum.

Ruissellement: la grande illusion

L'explosion de la richesse des plus riches durant la pandémie ne doit donc pas surprendre, elle a été préparée par trente ans de politiques au service du capital. Alors que les salaires réels de la majorité de la population stagnent face aux hausses des primes d'assurance, des loyers et des transports, les revenus des plus riches bénéficient de plus d'avantages qu'il ne leur en faut. La preuve en est qu'en 2020, ce sont 95 milliards de francs, qua-

siment trois fois plus qu'en 1999, que les riches transmettront à leurs héritiers³.

Face à l'analyse des faits, les mythes du «ruissèlement vers le bas» des richesses, ou du «self-made man» qui devient milliardaire à partir de rien, apparaissent pour ce qu'ils sont, des illusions. Dans la réalité, on observe une concentration vers le haut du produit du travail de tous, qui fait ressembler de plus en plus la situation actuelle de la répartition des fortunes à celle existant au 19^e siècle. Des propositions telles que celles du PST-POP pour instaurer une «Taxe Corona» sur les grandes fortunes permettent de lutter concrètement contre ce retour au Moyen-Age auquel aboutissent les politiques économiques libérales.

A travers l'UDC et le PLR qui les représentent en politique, les plus riches de notre pays savent défendre féroce leurs intérêts contre toute politique économique rationnelle. En effet, les solutions aux problèmes d'inégalités font consensus parmi la majorité des économistes, qui appellent notamment à taxer davantage les transactions financières, les hauts revenus et les héritages. Mais en Suisse, de telles politiques de correction de l'économie de marché ne passent pas la rampe politique. En 2015 par exemple, une initiative pour élever ce taux et renflouer l'AVS a échoué. Face à cela, les économistes lucides sont obligés de réin-

venter continuellement la roue et de prouver, étude après étude, la validité de ces politiques économiques face au discours libéral dominant.

L'initiative 99% soumise au vote le 26 septembre prochain constitue un pas important vers un équilibrage de la balance. En mettant dans le débat public l'opposition entre le 99% qui travaille, et le 1% qui profite des fruits de ce travail, elle contribue au renforcement de la conscience de classe du camp des travailleurs et à briser le mythe de la «classe moyenne»⁴, étape essentielle pour remettre la Suisse sur les rails du progrès social. Evidemment, cette énième proposition de correction de l'économie de marché est combattue par le camp bourgeois (en invoquant bien sûr... les «classes moyennes»!). Et si, demander des corrections de l'économie de marché ne suffisait plus et qu'il fallait maintenant (re)penser à comment la dépasser? ■

Paris Kyritsis

1 Brülhart, M. (2019) Les héritages en Suisse : évolution depuis 1911 et importance pour les impôts, <https://www.socialchangeswitzerland.ch/?p=1902>

2 USS (2020) *Verteilungsbericht*, <https://www.uss.ch/themes/economie/detail/dossier-n-140-rapport-sur-la-repartition-2020>

3 Brülhart, M. (2019)

4 A lire sur le site du POP Vaud: «Il n'y a pas de classe moyenne», <https://popvaud.ch/2018/04/29/ny-a-de-classe-moyenne-ny-a-exploiteurs-exploites>

Edito

Engagez-vous!

Le capitalisme avec l'aide du COVID nous a poussés dans la crise économique et sociale dans laquelle nous sommes. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés à ne rien faire. Le POP est de ceux qui depuis longtemps sont proactifs, et s'engagent concrètement sur le terrain pour la justice sociale, pour une meilleure répartition des richesses ou pour une écologie populaire, entre autres...

Parmi les multiples projets réalisés et défendus par le POP, ces dernières années, j'aimerais en citer 2. Premièrement, la taxe corona de solidarité, qui vise à taxer les millionnaires pour ensuite redistribuer l'argent aux personnes qui ont été victimes de la crise économique liée au COVID. En lien, nous avons lancé une pétition nationale, qui a récolté plusieurs milliers de signatures. Parallèlement notre Conseiller national, Denis de la Reussille, est intervenu en vain pour proposer un projet similaire au parlement fédéral, notre députée Céline Misiego en a fait de même au parlement vaudois, qui a largement rejeté le projet. Si cette proposition était mise en place, c'est plusieurs milliards de recettes que l'Etat pourrait redistribuer à ceux qui en ont vraiment besoin. Deuxièmement, l'initiative pour le remboursement des soins dentaires, dont le POP Vaud a été l'un des 2 instigateurs. La Lamal ne prenant pas en charge le remboursement des soins dentaires aux prix prohibitifs, cette initiative, frappée au coin du bon sens, aurait permis à une partie non négligeable de la population, aux moyens financiers limités, de pouvoir aller chez le dentiste et se faire enfin soigner. Malheureusement, les milieux économiques et la droite ont tout fait pour couler l'initiative.

Deux projets sociaux et économiques qui visent à apporter une sérieuse amélioration du niveau de vie d'une grande partie de la population. Voilà le moteur du POP, s'engager dans des batailles qui pourraient instituer des nouvelles avancées sociales conséquentes. Mais ces actions ou campagnes n'ont été possibles que par l'engagement de nos militants et de nos élus, qui ont travaillé d'arrache-pied pour défendre nos idées.

Vouloir un changement de société en remettant en cause le libéralisme économique est une nécessité. Mais un parti comme le nôtre ne pourrait réaliser pleinement cet objectif s'il n'y avait pas des militants de base, qui chaque jour le font grandir, le font vivre et permettent quelques victoires locales et cantonales.

C'est un fait, plus les militants seront nombreux, plus nous pourrons mener de campagnes et voir nos idées se concrétiser. Militer au POP ne signifie pas de devoir être sur tous les fronts tout le temps. Militer peut prendre une multitude de formes : récolter des signatures à des stands, distribuer des tracts, rédiger des articles pour nos journaux, proposer des interventions pour nos élus, aider à l'organisation de manifestations, être bénévoles aux permanences d'impôt, venir manifester avec une pancarte ou juste payer une cotisation pour nous soutenir et permettre le développement de nouvelles campagnes politiques.

Engagez-vous au POP, car ensemble nous pouvons construire un monde meilleur où l'humain passe avant le profit!

Christophe Grand

AFGHANISTAN

La chute de l'impérialisme américain

La plus longue guerre de l'histoire des Etats-Unis s'est terminée par une défaite totale de l'impérialisme américain.

Mais les relations troubles que les Etats-Unis entretiennent avec les groupes islamistes à travers le monde doivent pousser à nous questionner sur les réelles intentions de Washington dans la région. Après les attentats du 11 septembre 2001, Georges Bush affirmait que les Etats-Unis mèneraient «une guerre contre tous ceux qui cherchent à exporter la terreur... Et contre les gouvernements qui les soutiennent.» Dans ses mémoires, il ajoutait: «Nous avons libéré le pays d'une dictature primitive, et nous avons l'obligation morale de laisser quelque chose de mieux.»

Mais après 20 ans d'occupation américaine en Afghanistan, force est de constater que ces deux objectifs ont totalement échoué. Le bilan est catastrophique: les talibans sont à nouveau maîtres du pays, la situation humanitaire est critique et la population craint qu'ils ne rétablissent le régime fondamentaliste qu'ils avaient imposé avant l'invasion des forces de l'OTAN. Mais si les images de la prise de Kaboul par les talibans ont choqué la planète entière, on en vient presque à oublier que le départ des forces de l'OTAN faisait partie de l'agenda américain. D'ailleurs, il est important de noter que l'évacuation du personnel étranger s'est faite avec l'accord du mouvement intégriste, qui était déjà maître de la capitale afghane.

Les accords de Doha

Pour rappel, le président Donald Trump et les talibans avaient signé un accord à Doha au Qatar, qui fixait un calendrier pour le retrait des Etats-Unis et de leurs alliés. En raison de ce pacte de non-agression, les Américains ne combattaient plus les talibans depuis plus d'un an. Les djihadistes ne s'attaquaient plus qu'aux forces afghanes et à la population civile.

Les Américains avaient même forcé le gouvernement afghan à libérer 5000 prisonniers djihadistes pour prouver qu'ils étaient prêts à les reconnaître comme des interlocuteurs légitimes sur la scène internationale. Le gouvernement de Joe Biden savait pertinemment que les talibans prendraient le pays après leur départ. Ils ont juste été surpris par la vitesse des événements.

Djihadistes: ennemis ou alliés?

En réalité, les Américains ont presque toujours soutenu les mouvements islamistes intégristes au Moyen-Orient. A ce titre, la séquence afghane de 2001-2021 fait office d'exception. Sous couvert de



Après 20 ans d'occupation américaine en Afghanistan, le bilan est catastrophique.

ISAF

lutte pour la démocratie et les droits de l'Homme, ils ont soutenu les djihadistes et fait tomber le régime baasiste et laïque de Saddam Hussein en 2003, ils ont permis la montée de Daesh en attaquant la Libye du colonel Kadhafi, le pays alors le plus prospère d'Afrique, ils ont permis l'essor de l'Etat islamique en Syrie en déstabilisant le régime de Bachar el-Assad, prétextant toujours qu'ils s'agissait de régimes dictatoriaux.

Pourtant, cela ne les empêche pas d'être les plus proches alliés des pétromonarchies du Golfe comme l'Arabie Saoudite wahhabite. L'impérialisme et le capitalisme s'accrochent très bien des régimes obscurantistes et fondamentalistes quand ils servent leurs intérêts.

Fantômes de la guerre froide

Dans les années 80 déjà, lors de l'invasion soviétique en Afghanistan, les Américains soutenaient les djihadistes pour combattre le parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA) du président Mohammad Najibullah, qui était alors allié de l'URSS. Les moudjahidines afghans étaient qualifiés de «combattants de la liberté» par le président américain Ronald Reagan. A l'occasion du dernier affrontement indirect entre les deux puissances de la guerre

froide, les Etats-Unis avaient lourdement armé les moudjahidines, les dotant notamment du missile sol-air Stinger. Le djihad avait même été officiellement lancé par le conseiller à la sécurité nationale, M. Zbigniew Brzezinski. Devant une assemblée de barbus enturbannés, il avait proféré: «Cette terre, là-bas, est la vôtre. Vous y retournerez un jour parce que votre combat va triompher. Vous retrouverez alors vos maisons et vos mosquées, car votre cause est juste et que Dieu est à vos côtés.»

Les réformes progressistes du PDPA

Toujours dans les années 80, grâce aux réformes du PDPA, les femmes n'étaient pas obligées de porter le voile, le gouvernement avait supprimé la dot et voulait éradiquer les mariages forcés. L'élite afghane, qui était formée au marxisme, était moderne, progressiste et même démocrate: elle prônait l'égalité entre les hommes et les femmes. L'Etat afghan combattait la pauvreté: il n'existait presque aucun mendiant à Kaboul.

Les terres étaient redistribuées à ceux qui la travaillaient. On encourageait le développement des arts, de la musique et du cinéma. Le jour, les habitants faisaient leurs courses dans des coopératives et, le soir, les jeunes sortaient danser dans

des night-clubs. On pouvait même discrètement acheter de l'alcool... Kaboul avait des allures de capitale socialiste. C'était sans compter sur l'impérialisme américain. Le programme afghan fut lancé par le président Jimmy Carter: il s'agissait d'une opération secrète de la CIA consistant à armer les moudjahidines afghans. Les milliards de dollars américains eurent finalement raison du régime progressiste et démocrate, qui avait pourtant fait un appel à la réconciliation nationale par la voix de son président, le Dr Najibullah. Le djihad victorieux eut pour conséquence de détruire le pays et de le ramener au Moyen Âge.

En 1996, quand les talibans prirent la ville de Kaboul, la première chose qu'ils firent fut de capturer le président Najibullah, qui s'était réfugié dans les bureaux des Nations Unies. Ils le torturèrent, le castrèrent avant de les exécuter lui et son frère. Puis, ils suspendirent leurs cadavres à des panneaux de signalisation. Le 15 janvier 1998, M. Brzezinski fut interrogé par un journaliste du *Nouvel Observateur* qui lui demanda s'il ne regrettait pas d'avoir favorisé l'intégrisme islamiste, d'avoir donné des armes, des conseils à de futurs terroristes. Il répondit: «Qu'est-ce qui est le plus important au regard de l'histoire du monde? Les talibans ou la chute de l'empire soviétique? Quelques excités islamistes ou la libération de l'Europe centrale et la fin de la guerre froide?»

Rôle central du Pakistan

Mais si les Américains ont une lourde responsabilité dans le développement des mouvements islamistes intégristes en Afghanistan, rien n'aurait été possible sans un soutien logistique et tactique des services secrets pakistanais. Le président Donald Trump avait même reconnu: «Les Etats-Unis ont bêtement donné 33 milliards de dollars d'aide au Pakistan ces quinze dernières années et ils ne nous ont rien donné en retour si ce n'est des mensonges et de la duplicité, prenant nos dirigeants pour des idiots... Ils abritent les terroristes que nous chassons en Afghanistan, sans grande aide. C'est fini!»

Rappelons aussi que, lors de l'opération Geronimo, Oussama Ben Laden avait été retrouvé et assassiné dans le complexe de la ville garnison d'Abbottabad au Pakistan. Aucune stratégie ayant pour but d'éradiquer le terrorisme dans la région n'aura d'effet tant que les services secrets pakistanais continueront à former, financer et diriger ces mêmes mouvements djihadistes. ■

Idrees Samim

RELATIONS SUISSE-UE

Pour un protectionnisme solidaire

Après des mois de négociations, le Conseil fédéral communiquait le 26 mai dernier à l'Union européenne qu'il ne signait pas le projet d'Accord institutionnel.

Ce résultat a été obtenu en grande partie grâce aux syndicats, qui ont refusé l'affaiblissement des mesures d'accompagnement à la libre-circulation des travailleurs. Il s'en est suivi un blocage des discussions entre la Suisse et l'Union européenne. Les réactions en Suisse ont été, à droite une volonté de libéraliser davantage le marché intérieur, et dans certains rangs de gauche, de relancer l'idée de l'adhésion à l'Union européenne. Entre ces deux extrêmes, menant irrémédiablement à un démantèlement de la protection des salariés ainsi qu'à un fort affaiblissement démocratique, il existe pourtant une troisième voie.

Offensive néo-libérale

L'échec de l'Espace économique européen en votation populaire le 6

décembre 1992 avait abouti aux accords bilatéraux avec des mesures d'accompagnement pour la libéralisation du marché du travail. Mais, parallèlement, les travailleurs et travailleuses de notre pays avaient également subi une offensive des milieux néo-libéraux avec la parution d'un *Livre blanc* en 1995 ayant notamment conduit à une révision de l'assurance chômage, la fin du statut de fonctionnaire, l'ouverture des marchés publics et la libéralisation des télécoms.

Prétextant le refus de l'Accord-cadre, le danger est grand que certains milieux patronaux reviennent avec des projets d'affaiblissement des droits des travailleurs. L'UDC suisse, à cet égard, a choisi comme stratégie de miser non pas sur l'Union européenne, mais sur des

accords de libre-échange avec les pays d'Amérique du Sud (Mercosur,) l'Asie et les USA, tout aussi néfastes pour l'environnement, la souveraineté industrielle en Suisse que la protection sociale des agriculteurs de notre pays.

Renforcer les droits populaires

Pourtant, la solution quant à l'amélioration de notre coopération internationale ne saurait passer par une adhésion à l'Union européenne comme le promet aujourd'hui le PS suisse. Elle serait synonyme d'un affaiblissement significatif des droits populaires et démocratiques, de renchérissement de la vie pour les plus pauvres (augmentation de la TVA) et de soumission à la jurisprudence libérale de l'Union européenne. Le Parti ouvrier et populaire se battra

contre toute forme d'adhésion à ces instances capitalistes, antisociales et antidémocratiques.

Au contraire, ce refus de l'Accord institutionnel est l'occasion de renforcer les droits de ceux qui travaillent pour la prospérité de la Suisse, les travailleurs et les milieux populaires. Profitons-en pour changer de paradigme et proposer celui de protectionnisme solidaire. Ce dernier propose de renégocier les accords bilatéraux pour servir les intérêts de toute la population, en opérant notamment une relocalisation progressive de la production, qui respecte l'environnement et les droits sociaux.

Respect des normes sociales

Introduisons une préférence locale sur le marché du travail, imposons

le respect de normes sociales et écologiques pour la commercialisation de produits en Suisse, et privilégions nos entreprises locales sur les marchés publics, tout en soutenant plus activement la politique de cohésion de l'Union européenne.

Comme le montre l'exemple du Brexit, ce n'est qu'à ce prix que les plus démunis continueront de soutenir les relations Suisse-Europe. Il est temps que nous nous engagions activement à l'encontre des instances qui placent la libre circulation des capitaux et des marchandises au-dessus des droits sociaux, et qui donnent les pleins pouvoirs aux multinationales plutôt qu'aux PME, aux actionnaires plutôt qu'aux salariés, à la finance plutôt qu'aux travailleurs. ■

Anaïs Timofte

ENTRETIEN

La lutte des classes au cœur du combat politique

Christophe Grand, photographe et membre du POP Vaud, président du POP Chablais, secrétaire cantonal de juin 2016 à juin 2021 et secrétaire national adjoint du PST-POP, revient sur son parcours et son engagement.

Quelle a été ta première action ou réflexion politique?

Adolescent, je n'étais pas du tout politisé. Néanmoins, dans mon milieu social modeste, j'étais témoin des injustices sociales. Je voyais les fins de mois difficiles, ma mère qui m'a élevée seule suite au décès de mon père, devait cumuler plusieurs emplois pour vivre. Les vacances d'été étaient un moment particulièrement révélateur: la plupart de mes camarades partaient en vacances alors que nous n'en avons pas les moyens. En plus d'être privé de vacances, je me retrouvais seul dans le village où j'habitais, ou presque. Ceux qui restaient, c'était souvent les plus modestes, comme moi ou les fils de paysans qui aidaient à la ferme.

La première fois que tu as pris position politiquement?

Je ne viens pas d'une famille politisée. Mon père était antipolitique. Ma mère s'y intéresse de loin. A l'adolescence, un professeur remplaçant à l'école nous a fait écouter Brassens. Mes copains rigolaient, mais pour moi, ce fut une révélation. J'ai acheté l'un de ses disques. A partir de là, j'ai voulu découvrir d'autres chanteurs, Gainsbourg, Brel, Ferrat, Moustaki... C'est par la musique que je suis arrivé à une pensée politique. Brassens était anarchiste, Jean Ferrat, communiste. Le style populaire des chansons de Renaud me parlait beaucoup. Cela a eu une résonance en moi. En même temps que cette découverte, mon prof principal nous avait appris à écrire des poèmes. J'y voyais une connexion entre les deux.

De ma mère, qui n'est pas politisée, j'ai appris l'importance de voter. Pour elle, vivre en démocratie signifie faire usage de son droit de vote. Lorsque j'ai choisi d'adhérer au parti, ma mère m'a dit «tu ne peux pas faire de politique car tu n'es qu'un simple apprenti. Les politiciens ont fait de longues études, ils.elles sont médecins, avocat.es...» Je lui ai dit qu'elle se trompait, que les choses seraient différentes, si davantage de personnes issues des milieux populaires comme nous s'engageaient et peuplaient les parlements.

Ta première activité politique?

J'ai souvent signé des pétitions et initiatives dans la rue. Mais j'ai adhéré au POP en 2014, soit à 28 ans. Je suis venu à une assemblée générale. J'ai ensuite rencontré Bernard Borel dans le Chablais. Puis à une manifestation contre TISA (accord général sur le commerce des services), j'ai rencontré davantage de camarades. De fil en aiguille, avec 2 autres camarades, on a créé les jeunes POP en janvier 2015 (lancement d'une pétition pour la gratuité des transports publics pour les jeunes). En juin 2016, j'ai été élu au poste de secrétaire cantonal. J'ai aussi été conseiller communal à Bex entre décembre 2017 et juin 2021.

En quoi consiste l'activité d'un secrétaire cantonal?

Il y a beaucoup d'activités. Mais avant tout, il faut avoir une vision politique pour un parti cantonal, organiser le travail et les relations entre les militant.es et les sections, entre les sections et les instances



Christophe Grand, ancien secrétaire du POP Vaud.

cantonales. Et avoir un rôle de moteur pour inciter les membres à s'impliquer dans les activités, les manifestations, l'actualité politique, soutenir le lancement de projets, et faire le lien avec le parti national.

Après cinq ans, quel regard poses-tu sur ce mandat?

C'est avant tout beaucoup de rencontres, de discussions très enrichissantes, même si parfois on n'est pas d'accord sur tout. Cela prend beaucoup de temps, la frontière entre militantisme et travail de secrétaire disparaît et fait qu'il n'est pas toujours facile d'avoir une vie privée. Les attentes sont importantes alors que le temps à disposition est limité. On est un petit parti, nous disposons de petits moyens et il est important que les militant.es se rendent compte de cela. Le secrétaire peut centraliser les infos, faire des liens, mais à partir des actions menées, portées sur le terrain. Il doit jouer un rôle centralisateur, de mise en perspective. Le secrétaire a une vision, il oriente, il priorise. S'il est trop pris par le travail de terrain, il lui manquera le recul nécessaire.

Quel regard tu poses sur l'action politique du POP, et le champ politique en général?

Il est difficile pour un petit parti d'être visible et de se faire entendre. Pour les médias, c'est comme si on n'existait pas. Si on veut se faire entendre, il faut vraiment occuper les nombreux terrains existants: les rues, les parlements, les associations, les réseaux sociaux. Le discours de défense des classes populaires et du monde ouvrier a moins la cote aujourd'hui dans notre société. La lutte se concentre sur les questions sociétales, le genre, les questions raciales, l'identité sexuelle... ce sont des combats que nous devons mener, mais qui ne doivent pas se faire au détriment des questions sociales et économiques.

La priorité pour moi, c'est la lutte des classes, cela doit rester le centre de nos combats. Les intérêts de classes restent au cœur de la démocratie, car ce sont les plus précairisés qui restent invisibles. Typiquement, le système des retraites, il va toucher toutes les personnes concernées, et pas seulement quelques catégories. Pour moi, on doit penser en termes de lutte des classes. Cela n'empêche pas d'autres luttes, communes à d'autres partis. Mais cela ne doit pas se faire au détriment de ces différences sociales, terreau de la participation sociale et du droit d'appartenir à une collectivité, dignement et avec un droit de parole, duquel découle un pouvoir d'action.

Que penses-tu des mouvements sociaux?

Quand je suis devenu secrétaire cantonal, il n'y avait pas tous ces mouvements sociaux. Pour moi, au sein de ces mouvements, il y a une critique générale du système et des partis politiques. Là où ils se trompent selon moi, c'est que les partis politiques sont nécessaires et complémentaires de ces mouvements. Ils peuvent aussi faire exister leur action ou certaines idées défendues. Les partis politiques peuvent être une plateforme qui visibilise leur travail. Comme le POP est trop peu représenté dans les divers parlements, on pense que nous ne faisons rien et que nous ne sommes pas efficaces.

Or nos élu.es sont proactifs. Le dénigrement général des partis politiques dessert les mouvements sociaux, car au final ils ne sont pas représentés dans les lieux où se prennent les décisions. Cet amalgame évacue le problème central: nous sommes minoritaires. D'où la difficulté à obtenir des résultats. Cette désertion du politique alimente une déception grandissante de la population à l'égard de leurs représentant.es. C'est une spirale

regrettable et qui justifie qu'on continue d'agir dans la sphère institutionnelle, en plus de tout le reste.

Tu observes aussi un retour aux idées marxistes.

J'observe, à l'inverse, une décomplexion des jeunes face à des idées marxistes et communistes. J'observe une recrudescence de l'engagement des jeunes en faveur des actions politiques. Ceux-ci ressentent une urgence sociale et climatique liée au système capitaliste, qui nous détruit peu à peu.

Cette conscience favorise l'engagement des jeunes au POP. Récemment, une militante a adhéré tant elle s'est rendu compte que son action dans les associations aurait plus de poids si elle était aussi portée dans le monde politique. Les générations d'aujourd'hui sont loin d'une vision négative du communisme, telle que celle héritée des années de stalinisme. Le discours de la lutte des

classes a retrouvé un sens dans l'esprit des jeunes, libéré du passé et réintroduit dans l'actualité.

Les héritages du passé ont cessé de polluer les esprits. Un autre exemple: la lutte pour le climat est plus que jamais d'actualité.

Mais encore?

On est tous d'accord sur l'urgence climatique, à la différence que pour nous elle doit s'allier à l'urgence sociale. Les idées vertes sont à la mode parce qu'il est plus simple de vouloir verdifier les villes ou promouvoir le vélo, qui sont des combats moins conflictuels, plus faciles. Mais repenser entre autres, notre système des retraites, s'attaquer à la fiscalité et à la répartition des richesses, projets de société majeurs qui visent une amélioration de conditions de vie pour l'ensemble de la population, cela demande une conscience et une connaissance plus importante. Le POP s'engage pour un changement profond de société, mais en s'appuyant sur des projets concrets et réalisables. Ceux-ci s'adressent aux gens dans leur réalité du quotidien, sans tomber dans un discours intellectuel et idéaliste.

Aussi ce qui me plaît au POP, c'est qu'on défend les classes populaires et qu'au sein même du parti, nombre de personnes sont issues des classes populaires ou de la migration. On ne parle pas SUR les autres, mais on travaille avec ceux et celles que l'on défend. Donc on travaille avec les personnes concernées. Cela légitime nos combats. On est au plus proche des gens qu'on défend. On n'est pas coupé de la réalité. Il reste cependant à améliorer la participation de toutes et tous au sein même de nos actions et permettre à ceux et celles qui savent de quoi on parle, de participer à l'élaboration de nos discours et actions. Il y a aussi beaucoup d'auto-exclusion, dans les groupes comme au sein de la population. C'est le défi des classes populaires: transformer leurs frustrations en combat politique et lutte collective. Un défi permanent. ■

Entretien réalisé par Karine Clerc

Recommandations pour la votation du 26 septembre du POP Vaud

1) Initiative populaire : Alléger les impôts sur les salaires, imposer équitablement le capital (initiative dite 99%) : OUI

2) Modification du code civil suisse - Mariage pour tous : OUI

Plus d'infos sur www.popvaud.ch ou sur www.pst-pop.ch

MOBILITÉ

Pour la gratuité des transports publics!

C'est parti! Le comité vaudois «pour des transports publics gratuits» a jusqu'au 24 décembre pour récolter les 12'000 signatures nécessaires.

L'urgence climatique actuelle couplée à une situation sociale difficile – liée notamment aux pertes de revenus conséquentes pour de nombreux ménages suite à la crise sanitaire – appelle une réponse ambitieuse pour favoriser une mobilité respectueuse de l'environnement et accessible à toutes et tous dans le canton de Vaud.

Pour une écologie durable

La gratuité des transports publics régionaux favorise un report de la voiture vers les transports publics, comme le montrent les expériences de nombreuses villes, dont Dunkerque (France) ou Tallinn en Estonie. Ces expériences confirment une forte augmentation de l'utilisation des transports publics suite à leur gratuité, au détriment de la voiture.

Etant donné que l'utilisation de la voiture est responsable de trois-quarts des émissions carbone issues de la mobilité, et que celle-ci est responsable d'un tiers des émissions carbone domestiques de la Suisse, la gratuité des transports publics régionaux, combinée avec une volonté politique de continuer à investir dans la qualité des réseaux et des infrastructures, font partie des mesures dont nous avons besoin pour respecter l'Accord de Paris sur le climat. De plus, la réduction du recours à la voiture joue un rôle essentiel dans la lutte contre la pollution atmosphérique, et permet donc également d'améliorer la santé publique. Avec la gratuité des transports publics régionaux dans le canton de Vaud, il s'agit donc de concevoir une écologie durable, qui



Une initiative sur la gratuité des transports publics vaudois vient d'être lancée.

ne passe pas seulement par des taxes punitives souvent inefficaces.

Sociale et favorable à l'économie

La gratuité des transports publics augmente substantiellement le pouvoir d'achat des personnes qui en bénéficient. D'une part, parce que les usagers financent aujourd'hui près de la moitié des coûts des transports publics. D'autre part, parce qu'en Suisse, les dépenses liées aux transports publics s'élèvent en moyenne à 7,7 % du budget

des ménages. La gratuité des transports publics constitue aussi une mesure en faveur de l'inclusion sociale en permettant à tout un chacun de se déplacer librement, notamment pour accéder aux services publics de base.

Les commerces vaudois ainsi que les lieux culturels et de loisirs bénéficieront de la mise en œuvre de la gratuité des transports publics. Les agglomérations ayant déjà instauré cette mesure tirent un bilan positif du point de vue de l'objectif de redy-

namiser les centres-villes et de renforcer leur attractivité touristique.

Financement réaliste

L'Etat de Vaud dégage de larges excédents financiers depuis plus d'une décennie. En 2020, malgré la crise du coronavirus, 100 millions de bénéficiaires ont été réalisés. Il est temps d'investir intelligemment cet argent pour un projet d'avenir, écologique, social, et favorable aux petits commerces et à l'économie locale. Une autre piste complémen-

taire de financement serait une contribution des entreprises.

Aujourd'hui les entreprises créent la majorité de la demande de déplacement, pour le travail, les loisirs, les achats. Elles doivent donc participer au réseau de transport à travers une «contribution transport» sur leurs bénéfices. Le passage à 15% d'imposition des entreprises exigé par le G20 (Vaud: 13,79% actuellement), garantira cette part de financement. ■

Luca Schalbetter

<https://transportspublicsgratuits.ch>

FORMATION

La protection des apprenti.e.s refusée

Le Grand Conseil vaudois a classé verticalement la pétition des Jeunes POP «Plus de droits pour les apprenti.e.s»

La pétition des Jeunes POP intitulée «Plus de droits pour les apprenti.e.s» munie de 434 signatures a été déposée en mars dernier auprès du Grand Conseil vaudois. Elle demande une meilleure formation de base sur les droits des apprenti.e.s ainsi que des contrôles non annoncés sur les lieux de travail de la part du canton et des syndicats afin que des mesures soient prises en cas de situation problématique. Les Jeunes POP sont allés récolter les paraphes devant les écoles professionnelles et se félicitent de l'accueil de la part des apprenti.e.s et des enseignant.e.s.

Le Grand Conseil vaudois a décidé de classer cette pétition par 67 voix contre 49 et 8 abstentions. La majorité des député.e.s considère qu'il n'y a pas matière à agir et a donc refusé des mesures en faveur de la protection de la jeunesse. Seuls le Parti socialiste, les Vert.e.s, Ensemble à Gauche et le POP ont voulu renvoyer la pétition au Conseil d'Etat.

Les Jeunes POP notent par ailleurs que plusieurs patrons d'entreprises formatrices ont assuré que tout se passait pour le mieux alors que les apprenti.e.s étaient, pour leur part, complètement absent.e.s du débat.

Le député PLR Guy Gaudard a annoncé que seuls 15 cas problématiques ont été dénoncés sur 20'000 apprentis. Il ajoute que les structures actuelles sont suffisantes et les apprenti.e.s peuvent déjà agir en cas de problème. «Notre expérience sur le terrain, en discutant devant les écoles professionnelles nous montre que ces problèmes

sont beaucoup plus courants.» abonde Jordan Willemin, président des Jeunes POP Vaud. «Nous avons rencontré plusieurs dizaines de cas problématiques, comme des questions de sécurité au travail, d'heures supplémentaires ou d'apprenti.e.s qui n'étaient pratiquement pas formé.e.s mais uniquement considéré comme du personnel non qualifié. Et contrairement au Grand Conseil, la majorité des apprenti.e.s qui ne rencontre pas de problème est solidaire avec les autres puisque beaucoup ont signé la pétition.»

Les Jeunes POP regrettent également l'attitude du Conseil d'Etat qui dit laisser le libre choix au Grand Conseil, mais ne donne que des arguments à l'encontre de la pétition. «Le Conseil d'Etat refuse de voir le problème, on sentait Madame Amarelle sur la défensive, préférant laisser certain.e.s apprenti.e.s en difficulté plutôt que de se remettre en question. Une analyse de la situation, en impliquant les apprenti.e.s, aurait été un minimum. Nous avons vu sur le terrain que la situation n'est pas aussi bonne que décrite par la Conseillère d'Etat», ajoute Gaël Vuilleme, coordinateur de la campagne.

La jeunesse du Parti ouvrier et populaire entend maintenir la pression et continuer à mobiliser les apprenti.e.s pour la défense des intérêts de la jeunesse et des travailleuses et travailleurs. La lutte continue pour amener la voix des apprenti.e.s auprès des autorités du Canton de Vaud. ■

Jeunes POP Vaud

Faites un don au POP

Chères lectrices, Chers lecteurs, vous tenez entre les mains le dernier numéro du journal *Résistance* du POP Vaud. Comme vous pouvez le constater, le POP est actif dans bien des combats qui visent à changer le monde et à améliorer la vie quotidienne de beaucoup de gens. Actuellement, nous mettons notre énergie dans la campagne de récolte de signatures pour la gratuité des transports publics. Ce projet sur lequel nous avons été pionnier, nous le portons depuis 30 ans.

Dans les mois à venir, nous allons continuer à mener de multiples campagnes via des projets visant à défendre nos idéaux de justice: sociale, fiscale et climatique. Contrairement à d'autres partis nos moyens financiers sont limités, car le POP Vaud ne vit que grâce aux cotisations de ses membres, aux contributions de ses élus et à quelques petits dons. **C'est pourquoi nous faisons appel à votre générosité pour faire un don pour le journal *Résistance* ou pour soutenir le POP Vaud dans ses engagements politiques dans la campagne qu'il mène actuellement et pour toutes les autres qui vont suivre.**

Nous vous remercions chaleureusement pour votre générosité

Parti Ouvrier et Populaire vaudois (POP) – Résistance

1009 Pully

IBAN: CH76 0900 0000 1076 9952 7

CCP: 10-769952-7

Impressum

Rédaction: Chauderon 5, 1003 Lausanne / **Responsable:** Christophe Grand / **Tél.:** 021 312 06 76 / **E-mail:** info@popvaud.ch / **Abonnements:** info@popvaud.ch / **CCP Résistance:** 10-769952-7 / **Maquette et mise en page:** Solidaridad Graphisme / **Corrections:** Bertrand Tappolet

Ce journal vous a été envoyé gratuitement, si vous ne souhaitez plus le recevoir, merci de nous en informer à info@popvaud.ch